

MACRON REÇOIT LES « PARTENAIRES SOCIAUX » : SOLIDAIRES N'IRA PAS !

A 19h30 dimanche soir, l'Union syndicale Solidaires a reçu une invitation du Président de la République nous conviant « à une réunion avec les forces politiques, territoriales, économiques et sociales en présence du Premier Ministre et des membres du Gouvernement », annoncée à grands renforts de publicité, demain matin, lundi 10 décembre. L'Union syndicale Solidaires ne se rendra pas à cette invitation. Bien sûr, nous aurions beaucoup de choses à dire au président et à son gouvernement. Nous aurions beaucoup de choses à dénoncer et en premier lieu la répression qui a eu lieu samedi contre la colère sociale qui s'exprimait et les nombreuses arrestations arbitraires.

Nous aurions également à rappeler de nombreuses revendications portées par l'ensemble du mouvement social depuis des années. Le gouvernement et le président connaissent nos revendications, nous avons eu l'occasion de les remettre au premier ministre au cours des deux rencontres que nous avons eu depuis mai 2017. Mais nous ne pensons pas que dans cette période, le rôle des organisations syndicales soit de « discuter » avec un président et un gouvernement aux abois, alors même que des centaines de personnes sont encore en détention pour simplement avoir voulu manifester contre la politique de ceux qui nous invitent à discuter.

Alors que la fébrilité du pouvoir est palpable, que les mobilisations sociales et lycéennes interviennent à un moment clé pour l'économie française, il ne saurait être question pour nous de cautionner cette volonté gouvernementale visant à afficher une posture d'unité nationale afin de légitimer sa politique et sa "gestion" actuelle de la crise. Il ne peut pas non plus être question de se substituer à celles et ceux qui se mobilisent depuis plusieurs semaines, jours et nuits et subissent une répression policière importante. Nous n'intégrerons pas le plan de communication de la start up nation.

Pour l'Union syndicale Solidaires, le rôle des organisations syndicales est de travailler à la convergence des colères, pour une transformation radicale de la société, une véritable justice sociale et un autre partage des richesses.

C'est dans cet esprit que l'Union syndicale Solidaires a déposé un préavis de grève dans la fonction publique prenant effet lundi matin et propose aux secteurs mobilisés d'entrer dans la grève pour un affrontement global avec la politique capitaliste portée par Macron et ses semblables.